

MONDIALISATION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : REGARDER VERS L'AVENIR EN APPRENANT DU PASSÉ

Nicolas Raineri
Université Laval

RÉSUMÉ - Cet article vise à établir un bilan économique, écologique, sanitaire et géo-sécuritaire suite à deux siècles d'industrialisation croissante, dont les excès ont fait émerger une préoccupation globale pour le développement durable. Si la mondialisation et la croissance économique ont contribué à un accroissement historique des richesses et à un rehaussement moyen des conditions d'existence, ces avancées tendent trop souvent à se faire aux dépens des questions sociétales et environnementales. Sur ses bases actuelles, le développement économique est insoutenable à long terme, avec des conséquences d'ores et déjà tangibles sur les systèmes climatiques, la santé humaine, ainsi que certains équilibres géopolitiques. Cependant, la communauté internationale refuse de prendre ses responsabilités, feignant d'ignorer que les risques environnementaux finiront, en définitive, par nuire à la prospérité sociale et économique. Il est donc temps d'agir sans délai car il s'agit de notre avenir commun, le nôtre et celui des générations futures.

Nicolas Raineri, MSc., est candidat au doctorat en management à l'Université Laval. Il s'intéresse à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, et notamment aux pratiques de gestion des ressources humaines axées sur le développement durable.

INTRODUCTION

La vision d'un développement dit durable, c'est-à-dire « qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (Brundtland 54), insiste sur l'interdépendance réciproque des systèmes économiques, sociaux, et écologiques. Popularisée en 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (le « Sommet de Rio »), qui édicte une série de stratégies globales de développement durable pouvant se décliner à l'ensemble des niveaux institutionnels, l'idée d'une éthique intergénérationnelle semble peu à peu s'imposer dans les discours convenus depuis les vingt dernières années. Appelé à un grand destin, censé faire changer les pratiques collectives et individuelles, le développement durable n'en demeure pas moins aujourd'hui un concept « fourre-tout » devenu le symbole du *greenwashing* (ou « blanchiment écologique »). L'espoir qu'il avait alors suscité commence à laisser place « à une sorte de défaitisme, de désenchantement, voire de cynisme. [...] Dans les faits, il semble surtout s'agir de ne pas compromettre les habitudes et la capacité de développement des générations actuelles, en particulier dans les pays riches, sans trop se préoccuper, finalement, des conséquences que cela peut avoir pour les générations futures » (Boiral 39).

En effet, les progrès en matière de réduction de la pollution sont loin d'être à la hauteur des défis posés par la détérioration de l'environnement naturel. Les rejets de contaminants (*i.e.*, les phénomènes de pollutions), le réchauffement du climat et la fragilisation des écosystèmes ne cessent de s'aggraver sous l'effet insistant et prononcé des activités dites productrices : énergie, industrie, foresterie, agriculture, transports, bâtiment, *etc.*

L'économie mondiale repose sur une logique de performativité caractérisée par la recherche du meilleur ratio intrant/extrant (Lyotard 72-73), et tend trop souvent à sacrifier les enjeux écologiques sur l'autel de la croissance économique. Incapable de mettre un frein au « gaspillage des ressources et à la croissance anarchique des activités industrielles » (Boiral 19), la mondialisation actuelle, la croissance démographique et l'expansion urbaine fragilisent l'environnement social et naturel. Malgré certains efforts de la part de la communauté internationale depuis les années 1970, les progrès en matière de réduction de la pollution sont loin d'être à la hauteur. Bien au contraire, la dégradation de la biosphère et les signes précurseurs du réchauffement du climat ne cessent d'empirer. « Les preuves scientifiques sont désormais écrasantes » (Stern i) et « sans équivoque » (Intergovernmental Panel on Climate Change [IPCC] 30). Elles démontrent notamment la réalité du changement climatique, dont « l'essentiel est très probablement attribuable (90 à 99% de probabilités) à la hausse des concentrations de gaz à effet de serre (GES) anthropiques », majoritairement causée par les activités organisationnelles et industrielles (IPCC 39).

Dans cet ordre d'idées, « l'empreinte écologique » de la population humaine est vraisemblablement insoutenable pour la planète depuis la fin des années 1970 (Wilson 27). Les richesses naturelles sont épuisées pour produire les ressources que l'humanité consomme, dont la plupart sont non renouvelables. Parallèlement, l'ensemble des déchets créés au long de la chaîne de production (*i.e.*, l'extraction, la transformation, la fabrication, l'acheminement, l'utilisation et la dégradation) entraînent des phénomènes durables et profonds de pollution de la biosphère. La Terre est donc non seulement en train de changer de climat et de se réchauffer, mais elle perd également sa capacité à se régénérer, à tout le moins à l'échelle du temps humain. Deux siècles d'industrialisation exponentielle auront donc conduit à des risques environnementaux qui se révèlent aujourd'hui comme « des aspects contraignants, lourds, restrictifs et menaçants » pour notre prospérité future (Boiral 2).

UN HÉRITAGE CONTRASTÉ

Une amélioration globale des conditions d'existence

Il faut néanmoins reconnaître une certaine vertu aux processus historiques d'industrialisation et de mondialisation. Depuis la fin du XVIII^e siècle, l'accumulation de capital, les avancées scientifiques et la croissance économique ont incontestablement contribué au perfectionnement de la médecine ainsi qu'au rehaussement des niveaux de vie, malgré des disparités géographiques certaines et indiscutables. En deux cents ans, l'espérance de vie moyenne dans le monde a presque triplée. Dans les grandes régions dites développées, l'on a quasiment gagné 50 années de vie depuis 1800, avec une augmentation annuelle d'environ 6 mois par an de 1920 à 1973 (Riley 537). Sur les deux derniers siècles, la population mondiale a aussi pratiquement été multipliée par 8. L'on est passé de 900 millions d'habitants en 1800 (Kremer 683) à plus de 7 milliards d'habitants à la fin de 2011, avec une forte accélération à partir des années 1950. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la population mondiale a quasiment triplé, et les Nations Unies (United Nations 1) prévoient 9,3 milliards d'habitants à l'horizon 2050.

Le triplement moyen de l'espérance de vie et la vive croissance démographique sont clairement des évolutions consubstantielles à la croissance économique. Le produit intérieur brut (PIB) mondial à prix constants a vraisemblablement été multiplié par 3 au cours du

XIX^e siècle, suivant un taux moyen de croissance de +1,1% par an. Ce taux atteint ensuite une moyenne de +3% au XX^e siècle, correspondant à une augmentation de plus de 1800% du PIB mondial (International Monetary Fund 150-151). Malgré des épisodes historiques de récession, caractérisés par des taux de croissance négatifs (la dernière récession en date remonte à 2009), l'économie mondiale, poussée par la démographie et la consommation, poursuit sa progression. De 2000 à 2010, le PIB connaît encore une hausse de 28%, soit une augmentation moyenne de 2,5% par an.

Mais face à cette amélioration globale des conditions d'existence, et à cet accroissement des richesses mondiales, une réalité écologique beaucoup plus sombre se dessine en toile de fond. Un tel développement, inédit par sa rapidité à l'échelle de l'histoire humaine, est en train de provoquer des risques qui n'ont jamais été aussi saillants, et aussi alarmants pour la population mondiale. Les conséquences sont par ailleurs d'ores et déjà tangibles sur les écosystèmes et sur la santé humaine, avec des risques systémiques également sérieux pour les équilibres géopolitiques et économiques.

Des défis pour la biosphère—les écosystèmes

Le cinquième Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental de l'IPCC sur l'évolution du climat sera rendu en 2014 et, à ce jour, les modèles d'évaluations prévoient, sur la base de six scénarios climatiques, une hausse globale de la température moyenne de la planète de 2 à 6 degrés Celsius (°C) à horizon 2100. Depuis les années 1750-1800, les températures atmosphérique, terrestre et océanographique ont déjà augmentées de plus de 0,5°C en moyenne. L'on constate également la contraction des couvertures de neige et de glace, et la montée du niveau des eaux (Blunden, Arndt, and Baringer 36; IPCC 31-32). Si le *statu quo* persiste, c'est-à-dire si la croissance économique se poursuit sur les bases actuelles, et que l'utilisation des énergies fossiles reste prépondérante, il y a « au moins 50% de risque d'excéder un changement global de la température moyenne de +5°C ». Cette amplitude est égale à celle qui sépare l'époque préindustrielle de la dernière période géologique glaciaire, rappelle le Rapport Stern (iv). Il suffirait que le réchauffement dépasse +2°C (c'est-à-dire une hausse supplémentaire de 1,5°C), pour que les incidences sur les systèmes physiques et biologiques soient brusques et irréversibles. C'est pourquoi il s'est formé une sorte de consensus politique autour de ce seuil, afin d'éviter qu'il soit franchi. Pour autant, une étude récente de Rogelj *et al.* (416) tend à montrer « qu'il existe des risques significatifs que la cible des 2°C, endossée par tant de nations, soit déjà hors de portée ».

Le changement climatique, phénomène global, menace ainsi de davantage fragiliser une biosphère pour le moins dégradée, subissant depuis de nombreuses décennies des destructions et des pollutions non seulement massives, mais incessantes et diffuses : déforestation, tarissement des matières premières, épuisement des nappes phréatiques, surexploitation halieutique, contamination des sols et des eaux, *etc.* En effet, les modèles de prévision les plus optimistes déterminent qu'un réchauffement moyen de la planète de 2 à 3°C d'ici la fin du siècle aura probablement des conséquences lourdes sur les écosystèmes : disparition de la mer de glace arctique, progression de l'écoulement glaciaire au Groenland et en Antarctique, baisse de l'absorption du carbone par les organismes vivants, acidification des océans, détérioration des récifs coralliens, des marais salants et des mangroves, déplétion des forêts tropicales, des forêts boréales canadiennes et de la toundra, extinction de 20 à 40% des espèces animales recensées à ce jour, *etc.* (IPCC 51; Stern v). Sans oublier l'impact

potentiel de tels événements, *ceteris paribus*, sur les conditions matérielles et sanitaires d'une grande partie de l'humanité.

Des défis pour la santé humaine

Le réchauffement climatique va notamment exposer des centaines de millions de personnes à un stress hydrique accru, généré par une diminution des réserves d'eau douce et d'eau potable. Les régions du globe ayant les plus faibles capacités d'adaptation, c'est-à-dire celles qui connaissent déjà des calamités relatives à leurs situations géographique et/ou économique, verront vraisemblablement leurs circonstances empirer (IPCC 56; Stern xxvi). De nos jours par exemple, pas moins de 4 millions de personnes, soit 6% du total des décès mondiaux, meurent prématurément chaque année à cause de la pollution par les particules fines présentes dans l'air et de l'insalubrité de l'eau, dont 55% sur le seul continent asiatique (Cohen *et al.* 1305). Les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations côtières qui devraient se produire de manière plus fréquentes et plus intenses, menacent également d'aggraver les phénomènes de pénuries alimentaires et de malnutrition, les risques de maladies diarrhéiques, cardiorespiratoires et infectieuses, ainsi que la migration de certains vecteurs de maladies (IPCC 51; Stern v). Au lieu d'institutionnaliser une réelle gouvernance écologique planétaire à l'instar de l'Organisation mondiale de la santé, et de combattre le problème à la source avec l'adoption d'une Déclaration universelle des droits et des devoirs environnementaux, tels que revendiqués par une quarantaine de pays lors de la Conférence de Paris de 2007, la communauté internationale préfère suivre avec un attentisme relatif les conséquences sanitaires et sécuritaires liés à l'évolution de la situation environnementale et climatique.

Des défis sécuritaires—géopolitiques

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les baisses cycliques des rendements agricoles, et les privations en nourriture et en eau observées localement suite à de forts épisodes caniculaires, s'avèrent avoir joué un rôle dans 21% des conflits civils (Hsiang, Meng, and Cane 439). Même si l'on ne peut systématiquement en conclure à une hausse de l'instabilité globale et régionale, ainsi qu'à une recrudescence des affrontements armés dans les décennies à venir, de nombreuses études tendent à généraliser les liens entre la climatologie mondiale, la raréfaction des ressources dites de subsistances (terres, eau, nourriture), et les (dés) équilibres géopolitiques entre les sociétés humaines (*cf.* Barnett and Adger; Homer-Dixon; Schubert *et al.*). À ce titre, le prix Nobel de la paix 2007 a par ailleurs conjointement été décerné au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et à Albert Arnold (Al) Gore Jr., pour leurs efforts de sensibilisation aux enjeux sociaux et environnementaux du réchauffement de la planète.

De même, après de nombreuses années de délibérations juridiques sur le périmètre légal du droit d'ingérence sur le plan international, la perspective de voir le Conseil de sécurité des Nations Unies faire appel à des « casques verts » afin d'étendre sa mission de maintien de la paix aux conflits soi-disant écologiques, s'avère être de plus en plus tangible (*cf.* Malone). Les pays développés craignent en outre des mouvements migratoires massifs en provenance des régions particulièrement fragiles aux niveaux géopolitique et climatique, dont la perspective apparaît comme une menace pesante pour leur propre prospérité sociale et économique. Pour autant, peu semble être fait pour atténuer l'évolution du climat. L'Amérique du Nord et l'Europe, qui ont produit environ 70% des GES depuis 1850,

refusent en partie de prendre leur responsabilité historique dans la lutte contre la pollution et le réchauffement mondial, feignant d'ignorer que la détérioration de l'environnement finira ultimement par nuire à la croissance économique.

Des défis économiques

Le Rapport Stern, dirigé par un économiste anglais, défend effectivement qu'il n'est plus possible de poursuivre le *statu quo*, et qu'il faut intervenir rapidement et fortement par le biais d'une politique écologique globale, afin d'investir massivement dans des mesures d'atténuation du changement climatique qu'il considère comme « la défaillance de marché la plus grande et la plus vaste jamais observée » (Stern i). À moins d'engager des dépenses immédiates, judicieuses et soutenues pour diminuer significativement les émissions de GES (au minimum de 25%), le monde risque de vivre des perturbations économiques et sociales majeures, « similaires à celles associées aux grandes guerres et à la dépression économique de la première moitié du XX^e siècle (il sera difficile, voire impossible, d'inverser ces changements; Stern ii) ». Évalué à hauteur de 1% du PIB mondial, c'est un moindre mal à court terme pour passer à une économie faible en carbone et stimuler de nouveaux leviers de croissance. Cet effort d'investissement serait susceptible d'engendrer à moyen et long terme des bénéfices nets de plus de 2 500 milliards de dollars américains (USD), soit des gains amplement supérieurs aux coûts. Mais tout délai, tout retard d'exécution, étant donné les phénomènes d'inertie propres aux systèmes biophysiques, compromet davantage la possibilité d'amortir l'impact économique du réchauffement climatique.

La communauté internationale, les États et les organisations ont donc *a priori* toutes les raisons de s'attaquer au recul des émissions de gaz à effet de serre. Leur marge de manœuvre la plus importante se trouve par ailleurs dans l'approvisionnement et la consommation énergétique, ainsi que dans les procédés industriels (IPCC 60), lesquels jouent également un rôle prépondérant dans d'autres sortes de pollutions tout aussi diffuses, multiples et incalculables, telles que les rejets dans les sols et dans l'eau de contaminants qui peuvent être toxiques, chimiques et/ou radioactifs. Mais plus généralement encore, « chaque étape de la chaîne de valeur—de l'accès aux matières premières, en passant par les processus de production, jusqu'à la disposition des produits utilisés—possède des impacts environnementaux » sur lesquels il est nécessaire d'agir tant pour des raisons écologiques qu'économiques (Hart 993).

Face à l'ampleur des enjeux, de nouvelles politiques énergétiques, environnementales et climatiques vigoureuses, doivent donc impérativement stimuler l'innovation technologique et inciter les sociétés humaines à adapter leurs habitudes, leurs manières de faire et leurs pratiques (IPCC 59-61; Stern xviii). Si ce n'est pas encore complètement le cas aujourd'hui, c'est parce que les pays et les entreprises ont encore des difficultés à projeter leurs activités économiques sur le long terme. Pour autant, il existe dès maintenant un potentiel de marché considérable autour de la protection de l'environnement, « à travers un large éventail d'industries et de services [...] dont la valeur serait vraisemblablement d'au moins 500 milliards USD par an d'ici 2050, et peut-être beaucoup plus » (Stern xvi). Dans ce contexte, les entreprises doivent pleinement assumer leur rôle et leurs responsabilités, non plus comme des « pollueurs récalcitrants », mais bien comme des acteurs socioéconomiques désormais « appelés à faire avancer les causes environnementales » (Boiral 40).

CONCLUSION

Vingt ans après Rio, de retour sur les lieux symboliques ayant popularisée la notion de développement durable, il ressort un constat d'impuissance, ou plus exactement un manque de volonté et d'ambition politiques pour répondre aux défis posés par la détérioration de l'environnement naturel. La communauté internationale, à l'exception peut-être de l'Union Européenne, ne semble pas saisir l'importance d'agir de manière urgente, incapable de trouver un accord sur des objectifs significatifs et sur une gouvernance écologique mondiale. Même le traité international sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (« le protocole de Kyoto »), mesure phare du sommet de 1992, tend à perdre en force et en vigueur. De plus en plus contesté, il est trop souvent considéré comme un frein au développement économique à court terme et comme une entrave à la compétitivité mondiale. Bref, le *statu quo* perdure : nous construisons l'à-venir sans tirer les leçons du passé. Quel héritage sommes-nous donc en train de laisser aux générations futures? S'il semble déjà trop tard pour atténuer les effets sur le climat à horizon 2050, « en revanche, ce que nous faisons dans les 10 ou 20 prochaines années peut avoir un effet de la plus haute intensité sur le climat de la seconde moitié du siècle, et du suivant » (Stern i). Tout le monde est concerné; il s'agit de notre avenir commun. Les pays développés seront touchés par des changements aigus comme le reste du monde : « même les sociétés dotées d'une grande capacité d'adaptation restent vulnérables à l'évolution et à la variabilité du climat, [...] et aucune technologie ne permettra, à elle seule, de réaliser tout le potentiel d'atténuation » (IPCC 58). Il est donc temps d'agir sans délai, tant collectivement qu'individuellement, car à l'échelle de l'histoire humaine, 2050, c'est demain!

RÉFÉRENCES

- Barnett, Jon, and W. Neil Adger. "Climate Change, Human Security and Violent Conflict." *Political Geography* 26 (2007): 639-655. Print.
- Blunden, Jessica, Derek S. Arndt, and Molly O. Baringer. "State of the Climate in 2010." *Bulletin of the American Meteorological Society* 92 (2011): 1-266. Print.
- Boiral, Olivier. *Environnement et Gestion: De la Prévention à la Mobilisation*. Québec: Presses de l'Université Laval, 2007. Print.
- Brundtland, Gro H. *Our Common Future*. World Commission on Environment and Development, 1987. Web. 29 Aug. 2011.
- Cohen, Aaron et al. "The Global Burden of Disease due to Outdoor air Pollution." *Journal of Toxicology and Environmental Health* 68 (2005): 1301-1307. Print.
- Hart, Stuart L. "A Natural-Resource-Based View of the Firm." *Academy of Management Review* 20 (1995): 986-1014. Print.
- Homer-Dixon, Thomas F. "On the Threshold: Environmental Changes as Causes of Acute Conflict." *International Security* 16 (1991): 76-116. Print.
- Hsiang, Solomon M., Kyle C. Meng, and Mark A. Cane. "Civil Conflicts are Associated with the Global Climate." *Nature* 476 (2011): 438-441. Print.
- International Monetary Fund [IMF]. *World Economic Outlook: May 2000*. Washington: IMF, 2000. Web. 12 Oct. 2011.
- Intergovernmental Panel on Climate Change [IPCC]. *Contribution of Working Groups I, II and III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (Synthesis Report)*. Geneva: IPCC, 2007. Web. 20 Sep. 2011.

- Kremer, Michael. "Population Growth and Technical Change: One Million B.C. to 1990." *Quarterly Journal of Economics* 108 (1993): 681-716. Print.
- Lyotard, Jean-François. *La Condition Postmoderne: Rapport sur le Savoir*. Paris: Minuit, 1979. Print.
- Malone, Linda A. "Green Helmets: Eco-Intervention in the Twenty-First Century." *American Society of International Law—Proceedings of the Annual Meeting* 103 (2009): 19-38. Print.
- United Nations [UN]. Department of Economic and Social Affairs, Population Division. *World Population Prospects: The 2010 Revision (Highlights and Advance Tables)*. New York: UN, 2011. Web. 12 Oct. 2011.
- Riley, James C. "Estimates of Regional and Global Life Expectancy, 1800-2001." *Population and Development Review* 31 (2005): 537-543. Print.
- Rogelj, Joeri et al. "Emission Pathways Consistent with a 2°C Global Temperature Limit." *Nature Climate Change* 1 (2011): 413-418. Print.
- Schubert, Renate et al. *Climate Change as a Security Risk*. London: Earthscan, 2008. Print.
- Stern, Nicholas H. *Stern Review: The Economics of Climate Change (Executive Summary)*. London: British Treasury, 2006. Web. 20 Sep. 2011.
- Wilson, Edward O. *The Future of Life*. New York: Vintage books, 2002. Print.